

Le génocide congolais, le silence coupable de la communauté internationale.

Par Nandegeza Jacques Musafiri, Justin Mihigo Mugaruka et Roger Diyoka

Entre le 4 et le 6 novembre 2008, la milice pro-Rwandaise du CNDP s'est rendue coupable des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire international à Kiwanja, où plusieurs centaines des civils congolais ont été innocemment massacrés à domicile.



Il apparait clairement aujourd'hui, que le Congo se trouve au centre des nouveaux enjeux qui semble le dépasser. Les Congolais sont confrontés depuis plus d'une décennie, à une situation catastrophique déchirée par des guerres de prédation et de spoliation des terres, d'un autre âge, initiées et entretenues par des coalitions « militaro-financières » qui ont décidé de faire main basse sur les richesses de ce sous-continent.

Les puissances financières, qui contrôlent le monde depuis la chute du mur de Berlin, ont entrepris le redécoupage de la carte du monde, en fonction de leurs intérêts qui ne sont plus les mêmes que ceux des puissances colonisatrices qui s'étaient partagées le monde à Berlin en 1885.

Pour ce faire, ils mettent des moyens militaires à la disposition de certains états voyous, qu'ils utilisent comme des chevaux de Troie dans une région donnée, pour imposer leur volonté à des gouvernements perçus comme faibles, pour prendre le contrôle des Etats incapables de se défendre avant de les démanteler si nécessaire et d'ériger à la place d'autres états, de préférences, nains et mieux contrôlables, suivant le principe des filiales des grandes entreprises où la société mère détient suffisamment de droits de vote en "assemblée générale d'actionnaires" pour pouvoir y faire entériner autoritairement ses décisions.

Dans le cas de la RD Congo, ces coalitions « militaro-financières » ont donc décidé avec l'aide d'états voyous de la région (Rwanda et Uganda) et la complicité d'une certaine classe politique congolaise, de faire main basse sur la RDC qui détient dans son sous-sol, une grande partie des réserves de matières premières de la planète non encore exploitée. Ceci, permet de mieux comprendre la raison principale pour laquelle le peuple congolais subit des guerres incessantes depuis 1996.

Les combats qui ont repris le 28 août dernier entre cette coalition sous la bannière de leur nouveau cheval de Troie, le CNDP et l'armée nationale congolaise (les FARDC), en violation des accords (programme « Amani ») conclus en janvier dernier à Goma, constituent une nième poussée de violence dans cette région qui n'a jamais connu de répit depuis 1996.

Presque deux millions des personnes viennent d'être contraint ces derniers mois, à abandonner leur maison, leur champs et leur travail, pour devenir des réfugiés errant dans leur propre pays. Ils ont été poussés sur les routes du Kivu où ils seront transformés pour les plus chanceux d'entre eux, en mendiants de l'aide internationale dans des camps insalubres et humides, sans eau ni sanitaire, et pour les reste des parias dans les forêts congolaises à la merci de la dysenterie et du choléra et donc, condamnés à une mort certaine. Alors, qu'avant ces événements ils vivaient dans la dignité de leur travail.

Comment un pays tel que la RDC qui possède tant des ressources humaines et de qualité, capables de relever ces genres de défis, s'est retrouvé au centre de ces nouveaux enjeux affichant une telle extrême fragilité ?

Cette situation nous interpelle, elle suscite plusieurs réflexions et surtout un constat amer s'impose encore une fois à nous :

1. l'élite congolaise n'a jamais été capable de prendre la mesure de ses responsabilités, qui lui aurait permis de juguler l'adversité et de mettre en place

des mécanismes fiables pour protéger les intérêts vitaux de son peuple et la souveraineté de son pays.

La classe politique congolaise, toute tendance confondue, n'a jamais été capable d'estimer les conséquences de ses alliances. Elle va toujours chercher une légitimité externe qui finit par limiter la souveraineté du pays et livrer la population à la merci des charognards. Pour accéder ou conserver le pouvoir, elle est prête à tout, jusqu'à cautionner l'inacceptable : le viol de l'intégrité du territoire national et les massacres des populations civiles sans défense.

Le gouvernement congolais, malgré la légitimité issue des urnes, ne semble pas se montrer à la hauteur des enjeux et des défis auxquels la RDC se trouve confrontée aujourd'hui. Il a montré depuis février 2007 (date de son investiture) son impuissance à faire face à une menace pourtant prévisible et surtout, il s'est montré jusqu'ici, incapable à faire respecter la constitution de la république surtout dans ses articles 50, 51 et 52, qui avait pourtant été validée par référendum en 2005.

2. la communauté internationale, qui a une lourde responsabilité dans le malheur que subissent les populations congolaises depuis plus d'une décennie, n'a jamais respectée ses engagements. En effet, c'est suite à l'opération « turquoise » initiée par le gouvernement français, que deux millions des sujets Rwandais ont pu se réfugier en RDC, avec parmi eux, quelques milliers d'Interamwé et ex FAR (forces armées rwandaise sous Habyarimana). Offrant ainsi à Kagamé, le bras armé de cette coalition meurtrière, le prétexte dont il avait besoin pour exporter "sa guerre" au Zaïre. Le comportement de la communauté internationale frise la complicité avec les puissances financières responsables de cette situation. Personne, n'ignore l'influence de ces puissances financières sur la classe politique et des gouvernements occidentaux.

Certes, nous nous réjouissons de la dernière déclaration du ministre Français des affaires étrangères Bernard Kouchner, qui a estimé le 31 octobre dernier, que l'Est de la République démocratique du Congo était le théâtre d'un **« massacre comme il n'y en a probablement jamais eu en Afrique qui est en train de se dérouler presque sous nos yeux, avec plus d'un million de réfugiés, avec des attaques très précises, des mutilations sexuelles qui font partie des actes élémentaires de la guerre dans cet endroit »**. Mais nous restons septiques quand à la volonté réelle de l'union européenne et surtout des Etats-Unis d'Amérique, de vouloir arrêter le train de la mort qui a été mis sur les rails en 1996.



3. Le gouvernement Rwandais, qui a érigé la victimisation ethnique qui permet de justifier sa propre violence au rang de stratégie pour la conquête et la conservation du pouvoir, est le responsable de ces crimes odieux dont parle M. Bernard Kouchner, avec la complicité tacite de certains congolais en mal de positionnement politique.

Sous couvert des raisons sécuritaires pour son pays, le gouvernement Rwandais et son allié Ougandais, se sont constitués depuis 1996, en fer de lance d'une agression meurtrière qui a fait, d'après les organisations humanitaires, plus de **4 000 000 de morts (l'équivalent de 7% de la population française ou encore 5 fois le nombre de victimes du génocide rwandais de 1994 !)** uniquement entre 1998 et 2003.

Après avoir participé en 1996 avec plusieurs autres pays africains, au renversement du régime du maréchal Mobutu et l'avènement d'un nouveau régime dirigé par Laurent désiré Kabila. Les dirigeants de l'Uganda et du Rwanda qui avaient leur propre agenda caché, décidèrent, le 2 août 1998 de se passer de celui qu'ils considéraient comme leur «créature» et qui vraisemblablement ne jouait pas bien le rôle de «pantin» dans lequel ils voulaient l'enfermer.

Depuis ce jour, l'est du Congo n'a plus connu de paix. Les armées de ces deux états ont transformé tout le « Grand Est » congolais en une zone de non droit où règne la barbarie la plus totale, digne du roman « au cœur des ténèbres » de Joseph Conrad.

Dans cette région, les crimes sexuels sont devenus aussi massifs que répétitifs. Ce n'est pas une conséquence de la guerre, mais bien une nouvelle technique de guerre qui a pour champ de bataille, le corps des femmes. Une tactique qui vise à détruire la société congolaise, par la transmission du VIH et la mutilation. Il s'agit d'une « **destruction massive** » dans la mesure où ces actes barbares sont souvent commis sur des personnes de 3 ans à 80 ans et en présence suivant les cas, du mari, des parents et des enfants, ce qui entraîne des conséquences psychologiques dévastatrices.

Le Rwanda qui exige du gouvernement congolais, le désarmement forcé des FDLR (mouvement armés d'opposition au gouvernement de Kigali), a pourtant été incapable de le faire, lorsqu'il avait envahi et occupé toute la partie Est de la RDC pendant plus de 7 années avec la bénédiction de la communauté internationale, de 1996-2003. L'armée nationale Rwandaise qui prétend combattre les génocidaires Rwandais, est le véritable boucher des populations civiles et le principal élément déstabilisateur de la région. Les pseudos mouvements de rébellion de son émanation qui prétendent défendre les Tutsi comme une minorité en RDC, se trompe de pays, car en RDC, il y a plusieurs centaines d'ethnies, chacune minoritaire par rapport à l'ensemble de la nation.

Son acharnement contre les populations civiles sans défense, vient de dépasser l'imaginable. Comme en 1996, l'armée Rwandaise a attaqué la semaine dernière les camps de réfugiés du Nord Kivu au mortier. Elle montre par là, sa volonté d'exterminer les populations de la région. Veut-il offrir de la place aux rwandais qui se trouvent à l'étroit dans leur frontières actuelle ?

Cela s'appelle, n'ayons pas peur des mots un **"génocide"**.

Nos recommandations.

Nous demandons aux congolais et à tous les hommes de bonne volonté de :

- Briser le silence autour de la tragédie congolaise en agissant dans les cercles de leurs relations et des médias pour faire prévaloir la volonté du peuple congolais de vivre en paix dans les frontières actuelles de leur pays , la RDC.
- Faire pression sur les autorités congolaises pour qu'elles prennent enfin leurs responsabilités. Cette crise, a mis a nu, l'incapacité de l'État à asseoir sa légitimité ainsi qu'à formuler des politiques publiques en phase avec les besoins socio-économiques des congolais. Elles devront dans le cadre de la bonne gouvernance, mettre en place des démarches de coordination d'acteurs différenciés pour rendre l'action du gouvernement, surtout dans ces fonctions régaliennes, plus efficace et nos provinces plus facilement gouvernables.

Douze ans après le déclenchement de cette guerre, les agresseurs du Congo ont montré suffisamment des signes qui poussent à croire qu'ils ne se retireront du Congo que contraints et forcés. La République Démocratique du Congo doit tout en recherchant la paix et la cohésion nationale, se préparer à user de son droit de poursuite pour contraindre cette coalition meurtrière d'abandonner à jamais ses prétentions inavouées sur une partie du territoire congolais et ses richesses. Cette victoire ne pourra être possible que si préalablement les Congolais trouvent une

solution politique à ce qui semble les diviser ou décident de taire momentanément, leurs divergences pour défendre avec force, les intérêts vitaux de la nation. Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités pour mener le Congo vers une victoire diplomatique et militaire sur ses agresseurs

Fait à Paris le 9 Novembre 2008

Brisons le silence, sur la plus grande crise humanitaire du monde qui se déroule actuellement en République Démocratique du Congo.

Nandegeza Jacques MUSAFIRI

Coordinateur des Systèmes d'Information Europe
Groupe International des BTP, France
Ancien du Collège Alfajiri et Boboto
Membre d'ACA France

Justin MIHIGO MUGARUKA

Elève ingénieur civile aux Ponts et Chaussées
Etudiant en Master-2 en "Project Finance and Structured Finance" à Paris X Nanterre
Ancien du Collège Alfajiri, Promo 2001
Secrétaire exécutif ACA France

Roger DIYOKA

Responsable Société d'Assurances, France
Juriste
Ancien du Collège Alfajiri et Boboto,
President ACA France

info@acafrance.com

<http://www.acafrance.com>